



IVAN KRASTEV

LA DÉFIANCE VIS-À-VIS DE LA DÉMOCRATIE GRANDIT

CRISE. Le politologue bulgare, invité du Forum des 100, tire la sonnette d'alarme: si les citoyens ont perdu leur confiance dans la démocratie, c'est parce qu'ils ont l'impression de ne plus avoir le pouvoir de changer les institutions.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PATRICK VALLÉLIAN VIENNE

«**L**es élections ne changent rien. Et si elles changeaient quelque chose, ils les interdiraient...» Un jour, Ivan

Krastev tombe nez à nez avec ce graffiti dessiné sur un mur de Sofia, sa ville natale. Qui a écrit ces lignes? Quand? Le directeur du Centre de stratégies libérales de la capitale bulgare n'en sait rien. En revanche, ce que sent ce politologue, qui poursuit ses recherches à l'Institut des sciences humaines de Vienne, c'est que cette inscription résume à elle seule la méfiance de ses compatriotes vis-à-vis des élections et du système politique. Une méfiance qui ne concerne pas que la Bulgarie. Mais toutes les

démocraties du monde depuis quelques années et qui pourrait remettre en question la démocratie elle-même. L'analyse de ce politologue que *L'Hebdo* a rencontré à Vienne.

Dans votre dernier livre («In Mistrust We Trust», TED Books, 2013), vous vous demandez si la démocratie peut survivre sans la confiance des citoyens dans leurs leaders et les institutions. Pourquoi poser cette question alors que le monde n'a jamais autant parlé de démocratie, que des peuples, notamment en Syrie, se battent pour rejoindre le club démocratique, que des pays comme la Libye ou l'Égypte ont connu leurs premières élections libres après s'être débarrassés de leurs dictateurs?

C'est vrai qu'il n'y a jamais eu dans l'histoire autant de démocraties dans le monde. Mieux, nos concitoyens n'ont jamais été aussi bien armés pour faire valoir leurs droits. Ils n'ont jamais été aussi protégés par le système. Ils n'ont jamais été aussi libres, informés et formés également. Et pourtant, la défiance vis-à-vis de la démocratie grandit de jour en jour. La démocratisation de la société n'a pas mené à une plus grande confiance dans les institutions démocratiques. Mais à l'inverse.

Vraiment?

Analysez les taux de participation aux différentes élections et aux différents votes en Europe, notamment. Ils sont en baisse. Tout comme la confiance dans les gouvernements et les politiciens. En

2012, un sondage Gallup plaçait les membres du Congrès américain en avant-dernière position dans un classement de la confiance. Juste devant les vendeurs de voitures. Se dire politicien en Bulgarie revient à passer pour un paria, un voleur ou un corrompu. C'est très mal vu. Du coup, les meilleurs s'abstiennent. Le

«L'ÉLITE DÉMOCRATIQUE N'ARRIVE PAS À RÉPONDRE AUX DÉFIS DE NOTRE TEMPS.»

plus étonnant, c'est que les groupes dont on attend qu'ils soient les plus actifs en politique, comme les pauvres, les chômeurs, ceux qui ont besoin de la démocratie pour défendre leurs droits, sont ceux qui votent le moins.

Pourquoi?

La réponse est simple. Le baromètre européen en 2012 a montré que seuls 18% des Grecs pensent que leur vote peut changer quelque chose à la crise que traverse leur pays... C'est trop bas. Les citoyens ne croient plus que le système politique va vraiment répondre aux questions qu'ils se posent et qu'ils posent. Ils se désintéressent de la démocratie parce qu'ils ont l'impression qu'elle se désintéresse d'eux et qu'ils

ont perdu leur pouvoir d'influencer le système.

Faut-il y voir également l'effet de la multiplication des affaires qui secouent les classes politiques à travers le monde?

Exactement. C'est une question de crédibilité. Il est difficile de demander au peuple de faire des sacrifices alors que vous ne montrez pas l'exemple. L'élite démocratique n'arrive pas à répondre aux défis de notre temps. Durant la Première Guerre

mondiale, le pourcentage de membres de l'aristocratie anglaise tués au combat était énorme. Quand la nation était en danger, l'élite savait se sacrifier. Mais regardez la Grèce, de nombreux politiciens ont placé leur argent à l'étranger. Plus de 15 000 membres de cette même élite sont accusés de ne pas payer d'impôts. Cela dit, ce n'est pas une raison pour traiter tous les politiques comme de potentiels criminels. Mais cela n'aide pas.

Comment en est-on arrivé là? La faute à la crise économique de 2008?

En partie. Étrangement, après le crash de 1929 et la grande dépression qui a suivi, la réaction fut totalement inverse. Les gens ont fait confiance

PROFIL



IVAN KRASTEV

Directeur du Centre de stratégies libérales à Sofia, Ivan Krastev, auteur de plusieurs ouvrages et politologue reconnu, est l'un des membres fondateurs de l'European Council on Foreign Relations, un des plus fameux cercles de réflexion européens. A 48 ans, il est également chercheur à l'Institut des sciences humaines de Vienne.



«À VENDRE: NOTRE FUTUR» Manifestation d'étudiants à Madrid contre le gouvernement qui veut couper dans les budgets de la formation.

à leurs gouvernements. C'était le cas aux USA avec Roosevelt et même en Allemagne avec Hitler ou en URSS avec Staline. Ils croyaient très fort que leurs dirigeants pourraient trouver une solution à leurs problèmes. Aujourd'hui, le peuple semble sans espoir. Dans mon pays, depuis la chute du régime communiste en 1989, aucun gouvernement n'a été réélu, faute d'avoir trouvé les bonnes réponses à la situation économique. Du coup, les gouvernements changent, mais rien ne change et le pays s'enfonce dans la crise malgré son entrée dans l'Union européenne en 2007.

Et le nombre d'immolations explose.

Oui. Ce sont des messages de désespoir. Les victimes ne savent plus vers qui se tourner pour leur donner l'espoir de changer leur réalité. Elles en sont réduites à souffrir le martyre pour mobiliser les foules. Et le pire, c'est que cela ne fonctionne pas vraiment. Je fais le même constat avec le mouvement des Indignés. A la différence des mouvements des années 60 qui ne voulaient plus vivre comme leurs parents, les Indignés veulent vivre comme leurs parents. Mais leur message ne passe pas parce qu'ils mettent en cause le système, alors qu'ils se trouvent hors du système démocratique. Ils n'ont pas confiance dans les institutions pour être entendus et faire avancer leurs idées, mais ils

n'offrent pas d'alternative. En outre, ils savent très bien que leur mouvement ne changera rien. Justement parce qu'ils ne font pas confiance au système.

Comment en est-on arrivé à cette nouvelle génération «no future»?

En fait, tout cela s'explique par cinq changements importants, cinq révolutions qui ont contribué à la démocratisation de nos sociétés, mais qui ont en même temps modifié notre rapport à la démocratie. Elles expliquent notre sentiment de se trouver sans pouvoir face au système. Une de ces premières étapes est ce que j'appelle la révolution «Woodstock-Wall Street», ce mariage entre la révolution culturelle des années 60 et celle

du marché. Il a donné davantage de pouvoir à l'individu et l'intérêt public est devenu largement plus abstrait. Plus personne n'a de temps pour un quelconque effort collectif. C'est un renforcement de l'individualisme. Un individualisme marqué par un marché omniprésent qui décide désormais des grandes options, au détriment des gouvernements et des parlements. Regardez la crise de l'euro! Qui prend les décisions? Les ministres européens ou les banques? Clairement, ce sont les milieux économiques qui mènent le bal.

L'Etat, ce n'est donc plus nous, mais l'économie?

Aujourd'hui, nous sommes devenus des consomma- >>>

>>> teurs avant d'être des citoyens. Le marché préfère avoir affaire à l'individu. Il veut s'adapter aux envies de chacun. Il nous dit «demande-moi ce que tu veux et je te le donnerai à condition que tu paies», alors que l'Etat délivre un service standard et qui passe même pour un machin passé de mode.

Quelle est la deuxième révolution?

La chute du mur de Berlin. La fin de la guerre froide en 1989 et la disparition du bloc soviétique passent pour la victoire de la démocratie. Les Européens de l'Ouest voulaient alors que les populations de l'Est imitent leur système. Les tensions entre le marché et la démocratie ont été oubliées. Les doutes autour de l'Etat traditionnel, de son système strict, de ses législations contraignantes à la différence d'un marché plus moderne, plus

«AVEC L'INTERNET, LES GENS ONT LE SENTIMENT DE VIVRE DANS UNE SORTE DE DÉMOCRATIE DIRECTE.»

ouvert, censé s'autoréguler ont disparu. Tout allait trop bien. Mais voilà, la crise de 2008 a réveillé les vieux démons.

Vous estimez que la démocratie, notamment en Europe, est également victime de sa démographie. Serait-ce le troisième grand changement?

Effectivement. C'est pour moi l'un des éléments importants de la méfiance envers les institutions. Nos sociétés ont vieilli. Elles ont peur. Des peurs typiques de gens qui vieillissent.

Comme?

La majorité a peur de devenir une minorité. Regardez com-

ment nous avons réagi au printemps arabe. En 1989, toute l'Europe démocratique avait applaudi à la chute du bloc de l'Est. On se disait que cela allait changer le monde. Aujourd'hui, nous avons peur du printemps arabe alors que les deux mouvements sont comparables.

La quatrième révolution?

Elle est digitale. L'internet a bouleversé notre regard face à la démocratie. Les gens estiment qu'ils n'ont plus besoin de représentants. Ils ont le sentiment qu'ils peuvent s'en passer et qu'ils vont tous devenir Suisses... et vivre dans une sorte de démocratie directe. Or l'espace public a explosé. Il s'est émietté. Il est également difficilement saisissable.

Tant mieux, non?

Pas vraiment. Quand vous analysez comment les gens utilisent l'internet, vous vous rendez compte qu'ils ne discutent qu'avec des personnes qui ont le même point de vue qu'eux. Ils vont vers les sources qui confirment leurs analyses.

A la fin, vous assistez à une désintégration de l'espace politique. Quand Barack Obama a été élu en 2008, il a demandé aux Américains de lui écrire leurs priorités. Et devinez quelle était la première priorité, bien avant les guerres, la pauvreté et les problèmes économiques!

Une législation pour contrôler les armes?

Pas du tout. Il s'agissait de la légalisation du cannabis. Une petite minorité a réussi à mettre un sujet mineur en avant. C'est la réalité de la démocratie actuelle. Elle a explosé en petits groupes d'intérêts. Il est difficile de gouverner dans ces conditions, de suivre une ligne. D'au-

tant qu'elle se combine avec une crise profonde des médias écrits. Les lecteurs étaient souvent des démocrates cherchant une information solide. Ils étaient plus critiques. Surtout ils n'étaient pas simplement des consommateurs d'images, d'émotions.

Et quelle est la dernière révolution?

Les nouvelles découvertes dans les neurosciences. Depuis l'explosion de l'individualisme, il est de plus en plus difficile de persuader les citoyens. Les politiciens se sont alors tournés vers le béhaviorisme pour mobiliser les gens. On arrête d'expliquer, de persuader. On manipule, notamment en communiquant à outrance.

Cette défiance est-elle la voie royale pour les populismes et les nationalismes finalement? Ceux-là mêmes qui ont mis l'Europe à genoux...

Probablement. Mais faut-il s'en inquiéter?

Disons qu'Hitler avant de ravager l'Europe et de causer la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes dans une guerre fratricide a été élu par les Allemands...

Bien sûr, mais les temps ont changé. La méfiance est plus importante. Et les radicaux ne veulent plus créer une nouvelle société, un nouvel homme. Ils répondent plus à un souci digne d'une assurance maladie: ils sont là pour minimiser les risques avec une politique conservatrice. Cette vague protestataire révèle à mon avis la frustration des électeurs. Et nous avons tellement peur des idéologies qu'elles sont incapables de faire l'unanimité. C'est l'une des réussites de l'Union européenne: avoir si merveilleusement dépolitisé les gens qu'ils

en sont réduits à des votes sanction.

Finalement, est-ce que la démocratie semi-directe à la sauce suisse est le modèle pour sortir de cette crise politique?

Le modèle suisse, que j'ai eu la chance d'étudier lors d'un passage de deux mois à l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg, existe pour bien démontrer qu'il n'est pas répliquable.

Alors, quelle est la solution?

Clairement, la démocratie se réinvente au fil des crises.

Et cette fois?

Une autre forme de démocratie en sortira peut-être. Peut-être pas. Actuellement, nous jugeons qu'une démocratie est bonne car elle est basée sur l'idée de la prospérité. En gros, la démocratie est légitime parce que nous vivons bien. Et quand nous ne vivons pas bien, nous voulons retrouver cette situation. A tort. Je pense que l'avantage de la démocratie sur un régime autoritaire n'est pas qu'elle fait mieux économiquement. Elle permet aux personnes déçues de changer quelque chose, d'améliorer leur situation, d'apprendre de leurs erreurs et de les corriger. Le problème, c'est que les gens s'imaginent avant tout comme consommateurs. Et qu'ils ont oublié le sens du sacrifice.

Entrons-nous dans une période de sacrifice?

Très probablement. Nous devons redécouvrir la signification du mot sacrifice. Il est aussi important, dans une démocratie, que le mot liberté. A mon avis. Dans ce sens, une démocratie n'est d'ailleurs pas qu'un système de redistribution des ressources. C'est aussi une communauté de confiance et de sacrifices. ◦